

No. 27531. Multilateral

CONVENTION ON THE RIGHTS OF
THE CHILD. NEW YORK, 20 NO-
VEMBER 1989¹

OPTIONAL PROTOCOL TO THE CONVENTION
ON THE RIGHTS OF THE CHILD ON THE
SALE OF CHILDREN, CHILD PROSTITUTION
AND CHILD PORNOGRAPHY. NEW YORK,
25 MAY 2000

*OBJECTION TO THE RESERVATION MADE BY
QATAR UPON ACCESSION*

Sweden

*Notification effected with the
Secretary-General of the United
Nations: 27 November 2002*

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 27
November 2002*

No. 27531. Multilatéral

CONVENTION RELATIVE AUX
DROITS DE L'ENFANT. NEW YORK,
20 NOVEMBRE 1989¹

PROTOCOLE FACULTATIF À LA CONVEN-
TION RELATIVE AUX DROITS DE L'EN-
FANT, CONCERNANT LA VENTE
D'ENFANTS, LA PROSTITUTION DES EN-
FANTS ET LA PORNOGRAPHIE METTANT
EN SCÈNE DES ENFANTS. NEW YORK, 25
MAI 2000

*OBJECTION À LA RÉSERVE FORMULÉE PAR
LE QATAR LORS DE L'ADHÉSION*

Suède

*Notification effectuée auprès du
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies : 27 novembre
2002*

*Enregistrement auprès du Secrétariat
des Nations Unies : d'office, 27
novembre 2002*

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

“The Government of Sweden has examined the reservation made by Qatar upon acceding to the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Sale of Children, Child Prostitution and Child Pornography.

The Government of Sweden notes that the Protocol is being made subject to a general reservation of unlimited scope referring to the contents of Islamic sharia.

The Government of Sweden is of the view that this reservation which does not clearly specify the provisions of the Convention to which it applies, and the extent of the derogation therefrom, raises serious doubts as to the commitment of Qatar to the object and purpose of the Protocol.

The Government of Sweden would like to recall that, according to customary international law as codified in the Vienna Convention on the Law of Treaties, a reservation incompatible with the object and purpose of a treaty shall not be permitted.

It is in the common interest of States that treaties to which they have chosen to become parties are respected as to their object and purpose, by all parties, and that States are pre-

1. United Nations, Treaty Series Vol. 1577, I-27531 — Nations Unies, Recueil des Traités Vol. 1577, I-27531

pared to undertake any legislative changes necessary to comply with their obligations under the treaties.

The Government of Sweden therefore objects to the aforesaid reservation made by the Government of Qatar to the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the sale of Children, Child Prostitution and Child Pornography.

This objection shall not preclude the entry into force of the Convention between Qatar and Sweden. The Convention enters into force in its entirety between the two States, without Qatar benefiting from its reservation."

[TRANSLATION — TRADUCTION]

Le Gouvernement suédois a examiné la réserve formulée par le Qatar lors de son adhésion au Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.

Le Gouvernement suédois constate qu'il s'agit d'une réserve générale de portée illimitée se rapportant au contenu de la Charia.

Le Gouvernement suédois considère que cette réserve, qui n'énonce pas de manière précise les dispositions de la Convention auxquelles elle s'applique, ni la portée de la dérogation envisagée, jette le doute sur la volonté du Qatar d'honorer les engagements qu'il a pris quant à l'objet et au but de la Convention. Le Gouvernement suédois rappelle qu'en vertu du droit international coutumier codifié dans la Convention de Vienne sur le droit des traités, aucune réserve incompatible avec l'objet et le but d'un traité n'est autorisée.

Les États ont intérêt à ce que les traités auxquels ils deviennent parties soient respectés, quant à leur objet et à leur but, par toutes les parties et à ce que les États soient disposés à apporter à leur législation toutes les modifications nécessaires pour pouvoir s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu des traités auxquels ils deviennent parties.

Le Gouvernement suédois fait donc objection à la réserve susmentionnée du Gouvernement qatarien eu égard au Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant scène des enfants.

Cette objection ne fait pas obstacle à l'entrée en vigueur de la Convention entre le Qatar et la Suède. La Convention entre en vigueur dans son intégralité entre les deux États, sans que le Qatar puisse se prévaloir de sa réserve.

OPTIONAL PROTOCOL TO THE CONVENTION
ON THE RIGHTS OF THE CHILD ON THE IN-
VOLVEMENT OF CHILDREN IN ARMED
CONFLICT. NEW YORK, 25 MAY 2000

PROTOCOLE FACULTATIF À LA CONVEN-
TION RELATIVE AUX DROITS DE L'EN-
FANT, CONCERNANT L'IMPLICATION
D'ENFANTS DANS LES CONFLITS ARMÉS.
NEW YORK, 25 MAI 2000

RATIFICATION (WITH DECLARATION)

Croatia

*Deposit of instrument with the
Secretary-General of the United
Nations: 1 November 2002*

Date of effect: 1 December 2002

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 1
November 2002*

declaration:

RATIFICATION (AVEC DÉCLARATION)

Croatie

*Dépôt de l'instrument auprès du
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies : 1er novembre
2002*

*Date de prise d'effet : 1er décembre
2002*

*Enregistrement auprès du Secrétariat
des Nations Unies : d'office, 1er
novembre 2002*

déclaration :

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

“...The Republic of Croatia makes the following declaration in relation to Article 3, paragraph 2, of the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Involvement of Children in Armed Conflicts:

"Related to Article 3, paragraph 2 of the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Involvement of Children in Armed Conflicts, the Republic of Croatia states that Croatian legislation prevents persons under 18 from joining the Armed Forces of the Republic of Croatia.

In order to ensure that persons under 18 do not join its Armed Forces, the Republic of Croatia has made the following provisions:

- It has been stipulated by law that military service consists of duty to register as a recruit, to enter military service (conscription), and to serve in the reserves in the Armed Forces of the Republic of Croatia;

- The duty to register as a recruit arises in the calendar year in which a person turns 18, and remains until the person enters military service (conscription) or service in civilian life i.e. until the person is transferred to the reserves or until military service ceases pursuant to the provisions of the Defence Act. The process of recruitment includes registration in the military records, medical and other examinations, psychological tests and recruitment itself. It is a preliminary procedure required in order to determine whether a person is eligible for military service. The status of the recruit remains valid until entering military service (conscription) to which, according to the law, a recruit may not be sent before reaching the age of 18;

- Eligible recruits are sent to do their military service (conscription) after they come of age (turn 18), normally in the calendar year in which they turn 19, thereby becoming conscripts. Recruits are not part of the Armed Forces of the Republic of Croatia; conscripts make one component of the Armed Forces of the Republic of Croatia."

[TRANSLATION — TRADUCTION]

...la République de Croatie fait la déclaration suivante eu égard au paragraphe 2 de l'article 3 du Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés :

En ce qui a trait au paragraphe 2 de l'article 3 du Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, la République de Croatie indique que sa législation nationale interdit aux personnes âgées de moins de 18 ans de s'engager dans ses forces armées..

.Pour faire en sorte que les personnes âgées de moins de 18 ans ne s'engagent pas dans ses forces armées, la République de Croatie a pris les dispositions suivantes:

- Il est établi par la loi que le service militaire consiste dans l'obligation de s'inscrire comme recrue, de se faire enrôler (conscription) et de servir dans la réserve des forces armées de la République de Croatie;.

- L'obligation de s'inscrire comme recrue prend effet l'année civile durant laquelle la personne atteint l'âge de 18 ans et reste en vigueur jusqu'à ce que cette personne effectue son service militaire (conscription) ou un service, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'elle soit versée dans la réserve ou jusqu'à ce qu'elle ait achevé son service militaire, comme le prévoient les dispositions de la loi relative à la défense. Le processus d'enrôlement comprend l'inscription sur les registres de l'armée, des examens médicaux et autres, des tests psychologiques et l'enrôlement proprement dit. Cette procédure préliminaire est nécessaire pour déterminer si une personne satisfait aux conditions voulues pour effectuer son service militaire. On conserve le statut de recrue jusqu'à ce que l'on effectue son service militaire (conscription), ce qui n'est pas autorisé par la loi avant que l'on ait atteint l'âge de 18 ans;.

- Les recrues qui satisfont aux conditions requises effectuent leur service militaire (conscription) après avoir atteint l'âge de la majorité (18 ans), en principe au cours de l'année civile durant laquelle elles ont 19 ans révolus, et elles deviennent alors des appelés. Les recrues ne font pas partie des forces armées de la République de Croatie, alors que les appelés constituent une unité des forces armées de la République de Croatie.

RATIFICATION (WITH DECLARATION)

Ireland

*Deposit of instrument with the
Secretary-General of the United
Nations: 18 November 2002*

Date of effect: 18 December 2002

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 18
November 2002*

RATIFICATION (AVEC DÉCLARATION)

Irlande

*Dépôt de l'instrument auprès du
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies : 18 novembre
2002*

*Date de prise d'effet : 18 décembre
2002*

*Enregistrement auprès du Secrétariat
des Nations Unies : d'office, 18
novembre 2002*

declaration:

déclaration :

[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

"Pursuant to article 3, paragraph 2, of the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Involvement of Children in Armed Conflicts, Ireland declares:

In general, the minimum age for recruitment into the Irish armed forces is 17. An exception is made in the case of apprentices, who may be recruited at the age of 16. However, apprentices are not assigned to any military duties until they have completed up to four years apprenticeship trade training, by which time all would have attained the age of 18.

Ireland has adopted the following safeguards to ensure that recruitment of personnel under the age of 18 is not forced or coerced:

All recruitment to the Irish armed forces is voluntary. Ireland does not practice conscription and recruitment campaigns are informational in nature. Applicants must fill in an application and are selected on the basis of suitability. Applicants who are offered a Position are under no obligation to accept that position.

All applicants are required to provide proof of age. All unmarried applicants who are under 18 must have the written consent of a parent or guardian. In Ireland a person attains full age or adulthood either on attaining the age of 18 or upon marriage if they marry before that age. Under Irish law a person who is under the age of 18 years may not enter into a valid marriage unless an exemption is granted by the Circuit or High Court."

[TRANSLATION — TRADUCTION]

Conformément au paragraphe 2 de l'article 3 du Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant et concernant la participation d'enfants à des conflits armés, l'Irlande déclare ce qui suit.

De manière générale, l'âge minimum de recrutement dans les forces armées irlandaises est de 17 ans. Une exception est faite dans le cas des apprentis, qui peuvent être recrutés à l'âge de 16 ans. Toutefois, ceux-ci ne sont pas tenus d'effectuer leur service militaire tant

qu'ils n'ont pas achevé leurs quatre années d'apprentissage, à l'issue desquelles tous atteignent l'âge de 18 ans.

L'Irlande a adopté les mesures ci-après pour que du personnel âgé de moins de 18 ans ne puisse être recruté par la force ou sous la contrainte :

Tout recrutement dans les forces armées irlandaises doit être volontaire. L'Irlande ne pratique pas la conscription et ses campagnes de recrutement sont de nature informative. Les candidats doivent remplir une demande de candidature et sont choisis en fonction de leurs aptitudes. Les candidats auxquels un poste est offert ne sont pas tenus d'accepter ce poste.

Tous les candidats doivent fournir une pièce justificative de leur âge. Les candidats célibataires qui ont moins de 18 ans doivent avoir le consentement écrit de l'un de leurs parents ou de leur tuteur. En Irlande, une personne atteint l'âge de la majorité ou l'âge adulte soit lorsqu'elle atteint l'âge de 18 ans, soit lorsqu'elle se marie avant d'avoir atteint cet âge-là. En droit irlandais, une personne de moins de 18 ans ne peut conclure de mariage valable si la Circuit Court ou la High Court ne décide de lui accorder une dérogation.

AMENDMENT TO ARTICLE 43 (2) OF THE
CONVENTION ON THE RIGHTS OF THE
CHILD. NEW YORK, 12 DECEMBER 1995

Entry into force : 18 November 2002, in
accordance with article 50 (2)

Authentic texts : Arabic, Chinese,
English, French, Russian and Spanish

**Registration with the Secretariat of the
United Nations :** ex officio, 18
November 2002

AMENDEMENT AU PARAGRAPHE 2 DE L'AR-
TICLE 43 DE LA CONVENTION RELATIVE
AUX DROITS DE L'ENFANT. NEW YORK,
12 DÉCEMBRE 1995

Entrée en vigueur : 18 novembre 2002,
conformément au paragraphe 2 de
l'article 50

Textes authentiques : arabe, chinois,
anglais, français, russe et espagnol

**Enregistrement auprès du Secrétariat
des Nations Unies :** d'office, 18
novembre 2002

Participant

Algeria
Andorra
Argentina
Austria (with declaration)
Bahamas
Bahrain
Bangladesh
Belize
Bhutan
Bolivia
Botswana
Brazil
Brunei Darussalam
Bulgaria
Burkina Faso
Cambodia
Cameroon
Canada
Chad
Chile
China
Colombia
Congo
Costa Rica
Côte d'Ivoire
Croatia
Cuba
Cyprus

Acceptance

21 Jan 1998
17 Jan 1997
2 Mar 1999
1 Feb 2002
23 Oct 2001
13 Jun 2000
23 Apr 1997
15 Dec 2000
17 Mar 1999
15 Mar 1999
6 Mar 2002
26 Feb 1998
28 Jun 2000
25 Jun 1999
26 Jul 1999
12 Aug 1997
5 Oct 2001
17 Sep 1997
16 May 2002
19 Aug 1997
10 Jul 2002
31 Jan 1997
28 Feb 2000
12 Feb 1997
25 Sep 2001
26 May 1998
23 Oct 1996
20 Sep 2001

Participant	Acceptance	
Czech Republic	23	May 2000
Democratic People's Republic of Korea	23	Feb 2000
Denmark	10	Sep 1996
Djibouti	21	Sep 2001
Dominica	5	Jul 2001
Ecuador	25	Feb 1998
Egypt	28	Dec 1998
Estonia	6	Dec 2000
Ethiopia	15	Apr 1998
Fiji	20	Aug 1997
Finland	3	Jan 1997
France	20	Jun 1997
Georgia	11	Apr 2000
Germany	25	Jun 1997
Greece	23	Sep 1997
Grenada	20	May 1999
Guinea	14	May 1999
Guyana	15	Sep 1998
Haiti	20	Dec 2000
Holy See	15	Aug 1996
Iceland	14	Jan 2000
Indonesia	17	Dec 1998
Iran (Islamic Republic of)	13	Nov 2001
Iraq	31	Dec 2001
Ireland	18	Nov 2002
Israel	27	Dec 1999
Italy	14	Sep 1999
Jamaica	6	Apr 1998
Jordan	24	Sep 2002
Kiribati	9	Sep 2002
Kyrgyzstan	31	May 2000
Lao People's Democratic Republic	22	Sep 1997
Lebanon	14	Jul 2000
Lesotho	12	Nov 2001
Liechtenstein	21	Jan 2000
Lithuania	27	Mar 2002
Luxembourg	11	Jul 2000
Malaysia	19	Aug 2002
Maldives	2	Nov 1998
Mali	4	Mar 1999
Malta	1	May 1997
Mauritania	20	Aug 1999
Mauritius	25	Aug 1999

Participant	Acceptance		
Mexico	22	Sep	1997
Monaco	26	May	1999
Mongolia	19	Dec	1997
Morocco	27	Jan	1997
Mozambique	4	Mar	1999
Myanmar	9	Jun	2000
Namibia	11	Dec	2001
Netherlands	4	Dec	1996
New Zealand (with territorial exclusion: Tokelau Islands)	16	Jun	2000
Niger	24	Oct	2001
Norway	24	Feb	2000
Oman	16	Oct	2002
Pakistan	19	Jan	2000
Palau	26	Apr	2002
Panama	5	Nov	1996
Peru	26	Jan	2000
Philippines	14	Jan	1998
Poland	2	Sep	1999
Portugal	29	Jun	1998
Qatar	5	May	1999
Republic of Korea	3	Feb	1999
Republic of Moldova	30	Jan	1998
Romania	3	Oct	2002
Russian Federation	1	May	1998
Rwanda	19	Sep	2001
Samoa	22	Mar	2002
San Marino	10	Oct	2000
Saudi Arabia	30	Jun	1997
Sierra Leone	27	Nov	2001
Singapore	29	Mar	2000
Slovakia	29	Jul	1999
South Africa	5	Aug	1997
Spain	13	Jan	1998
Sri Lanka	29	Feb	2000
Sudan	9	Apr	2001
Suriname	23	May	2002
Swaziland	17	Jan	2002
Sweden	17	Oct	1996
Switzerland	2	Dec	1997
Syrian Arab Republic	16	Jun	2000
Thailand	30	Apr	1998
The Former Yugoslav Republic of Macedonia	16	Oct	1996

Participant	Acceptance		
Togo	19	Jun	1996
Trinidad and Tobago	1	Nov	1996
Tunisia	29	Mar	2001
Turkey	9	Dec	1999
Uganda	27	Jun	1997
United Arab Emirates	11	Nov	1997
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	17	Jul	1997
Uruguay	17	Feb	1999
Uzbekistan	25	Apr	1997
Venezuela	2	Nov	1998
Viet Nam	11	Jan	2000
Yemen	3	Apr	1997
Yugoslavia	4	Oct	2001
Zambia	9	Aug	2000
Zimbabwe	27	Aug	2002

Participant	Acceptation
Afrique du Sud	5 août 1997
Algérie	21 janv 1998
Allemagne	25 juin 1997
Andorre	17 janv 1997
Arabie saoudite	30 juin 1997
Argentine	2 mars 1999
Autriche (avec déclaration)	1 ^{er} févr 2002
Bahamas	23 oct 2001
Bahreïn	13 juin 2000
Bangladesh	23 avr 1997
Belize	15 déc 2000
Bhoutan	17 mars 1999
Bolivie	15 mars 1999
Botswana	6 mars 2002
Brésil	26 févr 1998
Brunéi Darussalam	28 juin 2000
Bulgarie	25 juin 1999
Burkina Faso	26 juil 1999
Cambodge	12 août 1997
Cameroun	5 oct 2001
Canada	17 sept 1997
Chili	19 août 1997
Chine	10 juil 2002
Chypre	20 sept 2001
Colombie	31 janv 1997
Congo	28 févr 2000
Costa Rica	12 févr 1997
Côte d'Ivoire	25 sept 2001
Croatie	26 mai 1998
Cuba	23 oct 1996
Danemark	10 sept 1996
Djibouti	21 sept 2001
Dominique	5 juil 2001
Égypte	28 déc 1998
Émirats arabes unis	11 nov 1997
Équateur	25 févr 1998
Espagne	13 janv 1998
Estonie	6 déc 2000
Éthiopie	15 avr 1998
Ex-République yougoslave de Macédoine	16 oct 1996
Fédération de Russie	1 ^{er} mai 1998
Fidji	20 août 1997
Finlande	3 janv 1997

Participant	Acceptation
France	20 juin 1997
Géorgie	11 avr 2000
Grèce	23 sept 1997
Grenade	20 mai 1999
Guinée	14 mai 1999
Guyana	15 sept 1998
Haïti	20 déc 2000
Indonésie	17 déc 1998
Iran (République islamique d')	13 nov 2001
Iraq	31 déc 2001
Irlande	18 nov 2002
Islande	14 janv 2000
Israël	27 déc 1999
Italie	14 sept 1999
Jamaïque	6 avr 1998
Jordanie	24 sept 2002
Kirghizistan	31 mai 2000
Kiribati	9 sept 2002
Lesotho	12 nov 2001
Liban	14 juil 2000
Liechtenstein	21 janv 2000
Lituanie	27 mars 2002
Luxembourg	11 juil 2000
Malaisie	19 août 2002
Maldives	2 nov 1998
Mali	4 mars 1999
Malte	1er mai 1997
Maroc	27 janv 1997
Maurice	25 août 1999
Mauritanie	20 août 1999
Mexique	22 sept 1997
Monaco	26 mai 1999
Mongolie	19 déc 1997
Mozambique	4 mars 1999
Myanmar	9 juin 2000
Namibie	11 déc 2001
Niger	24 oct 2001
Norvège	24 févr 2000
Nouvelle-Zélande (avec exclusion territoriale : Îles Tokélaou)	16 juin 2000
Oman	16 oct 2002
Ouganda	27 juin 1997
Ouzbékistan	25 avr 1997
Pakistan	19 janv 2000

Participant	Acceptation		
Palaos	26	avr	2002
Panama	5	nov	1996
Pays-Bas	4	déc	1996
Pérou	26	janv	2000
Philippines	14	janv	1998
Pologne	2	sept	1999
Portugal	29	juin	1998
Qatar	5	mai	1999
République arabe syrienne	16	juin	2000
République de Corée	3	févr	1999
République de Moldova	30	janv	1998
République démocratique populaire lao	22	sept	1997
République populaire démocratique de Corée	23	févr	2000
République tchèque	23	mai	2000
Roumanie	3	oct	2002
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	17	juil	1997
Rwanda	19	sept	2001
Saint-Marin	10	oct	2000
Saint-Siège	15	août	1996
Samoa	22	mars	2002
Sierra Leone	27	nov	2001
Singapour	29	mars	2000
Slovaquie	29	juil	1999
Soudan	9	avr	2001
Sri Lanka	29	févr	2000
Suède	17	oct	1996
Suisse	2	déc	1997
Suriname	23	mai	2002
Swaziland	17	janv	2002
Tchad	16	mai	2002
Thaïlande	30	avr	1998
Togo	19	juin	1996
Trinité-et-Tobago	1er	nov	1996
Tunisie	29	mars	2001
Turquie	9	déc	1999
Uruguay	17	févr	1999
Venezuela	2	nov	1998
Viet Nam	11	janv	2000
Yémen	3	avr	1997
Yougoslavie	4	oct	2001

Participant	Acceptation
Zambie	9 août 2000
Zimbabwe	27 août 2002

تعديل للفقرة ٢ من المادة ٤٣

من اتفاقية حقوق الطفل

اعتمد في مؤتمر الدول الأطراف في ١٢ كانون الأول/ديسمبر ١٩٩٥

يقرر اعتماد تعديل للفقرة ٢ من المادة ٤٣ من اتفاقية حقوق الطفل، وذلك بالاستعاضة
عن عبارة "عشرة خيراً" بعبارة "ثمانية عشر خيراً".

1995年12月12日缔约国会议通过的对

《儿童权利公约》

第43条第2款的修正

决定通过《儿童权利公约》第43条第2款的修正案，将其中“十”字改为
“十八”

Amendment to article 43, paragraph (2)
of the Convention on the Rights of the Child
Adopted at the Conference of the States parties on 12 December 1995

Decides to adopt the amendment to article 43, paragraph 2, of the
Convention on the Rights of the Child, replacing the word "ten" by the word
"eighteen".

Amendement au paragraphe 2 de l'article 43
de la Convention relative aux droits de l'enfant
Adopté à la Conférence des Etats parties le 12 décembre 1995

Décide d'appuyer l'amendement qu'il est proposé d'apporter au paragraphe
2 de l'article 43 de la Convention relative aux droits de l'enfant, à savoir
remplacer le mot "dix" par le mot "dix-huit".

Поправка к пункту (2) статьи 43 Конвенции о правах ребенка,
принятая на Конференции государств-участников
12 декабря 1995 года

постановляет принять предлагаемую поправку к пункту 2 статьи 43 Конвенции
о правах ребенка, заключающуюся в замене слова "десяти" словом "восемнадцати".

Enmienda al párrafo 2 del artículo 43
de la Convención sobre los Derechos del Niño
adoptada a la Conferencia de los Estados partes
el 12 de diciembre de 1995

Decide aprobar la enmienda propuesta al párrafo 2 del artículo 43 de la
Convención sobre los Derechos del Niño, por la cual se sustituiría la palabra
"diez" por la palabra "dieciocho".